

La FSESP dénonce l'offensive de la Commission contre les salaires des travailleurs des soins de santé

(1^{er} décembre 2020) La Commission européenne a remis en question les décisions prises par certains États membres d'augmenter les salaires des travailleurs des soins de santé. Pour la FSESP, il s'agit d'une ingérence dans les politiques salariales des syndicats et des employeurs. Nous nous y opposons.

[L'avis rendu par la Commission sur les projets de budget d'États membres de l'UE](#) tels que la France et la Belgique révèle son attitude critique envers les augmentations salariales des travailleurs des soins de santé. Pour la Commission, ces salaires plus élevés font grimper la dette publique. Son analyse sous-entend que ces augmentations bien méritées après des années d'indifférence ne devraient pas avoir lieu ou, pire, que les gouvernements devraient trouver des mesures pour inverser la tendance en cherchant à réaliser des économies au travers, par exemple, de la fermeture de services de santé ou de réduction du personnel. La Commission n'envoie pas le bon message aux travailleurs des services sociaux et de santé et aux autres travailleurs des services publics, qui mettent souvent grandement en danger leur santé et leur sécurité, alors qu'ils sont en première ligne de la lutte contre la pandémie. Ce message trahit l'attitude intraitable des partisans de la rigueur budgétaire au sein de la Commission européenne. Ce sont les travailleurs qui étaient et sont toujours applaudis qui sont à présent méprisés.

Il s'agit d'un retour à l'austérité coordonnée. Ces politiques ont causé beaucoup de tort aux services publics et, à cause d'elles, les Européens ne se reconnaissent plus dans l'Union européenne.

À la veille du Conseil des ministres des Finances de l'UE (1/12) et du Conseil des ministres de la Santé (2/12), le Secrétaire général de la FSESP, Jan Willem Goudriaan, a déclaré : « Cette pandémie montre à quel point les politiques d'austérité coordonnée de l'UE sapent nos systèmes publics de santé et de soins. La volonté de la Commission de revenir maintenant à l'austérité est une gifle pour tous les travailleurs qui continuent de s'occuper des malades et des mourants, et pour les travailleurs qui peinent à joindre les deux bouts. Pourquoi la Commission ne critique-t-elle pas le manque de politiques de redistribution des richesses ? Dans quel camp est-elle ? »

Ces deux dernières années, plus de cent grèves et manifestations de travailleurs des services de soins et de santé ont été organisées à travers l'Europe. En Belgique et en France, leurs actions ont débouché sur des augmentations décentes des salaires, mais la lutte continue, particulièrement en France, où les travailleurs du secteur des soins à la personne, majoritairement des femmes percevant de bas salaires, poursuivent leurs campagnes pour obtenir une amélioration des rémunérations et des conditions de travail.

La Commission a publié ses prévisions économiques de l'automne et son avis sur les projets de budget pour 2021 le 18 novembre 2020.